



Newsletter

Franco-Arabe

LETTRE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE - N° 151 JUILLET 2022

Un nouveau mandat : coopération et responsabilité

SOMMAIRE

- **Edito : un nouveau mandat.**
p 1-2
- **Visite du Président des E.A.U.
en France.**
p 3
- **Entretien avec S.E.
l'Ambassadeur de Djibouti
en France.**
p 4-6
- **FARM, l'initiative de la
France pour la sécurité
alimentaire.**
p 7
- **Entretien avec Son Excellence
l'Ambassadeur de Libye en
France.**
p 8-10
- **Brèves économiques arabes.**
p 11-13
- **Publicité : Suez.**
p 14



En cette fin de mois de juillet, l'actualité ne semble pas fléchir - le Président américain dans les pays du CCG, la première visite d'Etat du nouveau Président des Emirats arabes unis en France, la préparation de la prochaine COP en Egypte, les débats nationaux et internationaux sur la lutte contre l'inflation, le climat, les ravages des incendies ou la sécurité alimentaire - tant les enjeux s'annoncent importants pour la rentrée.

Mais d'abord, un petit mot « interne ».

Je tiens en effet à remercier les membres de notre Conseil d'Administration, membres français et arabes, et à travers eux les adhérents de la CCFA, qui m'ont à l'unanimité élu le 8 juin dernier pour un nouveau mandat à la tête de la CCFA.

Cette élection m'honore, et elle m'oblige. Comme m'obligent les témoignages de nos Ambassadeurs arabes à Paris et de nos partenaires institutionnels tels que la Direction ANMO du ministère de l'Europe et des

Affaires étrangères, ou de Bercy.

Depuis près de trois ans maintenant, les conditions d'opération pour nos entreprises, et derrière elles, pour nous aussi, ont été exceptionnelles et se sont complexifiées de façon considérable. Crise de la Covid, tensions sur les marchés d'approvisionnement, renchérissement de l'énergie, du fret, auxquels viennent s'ajouter soubresauts et incertitudes politiques et économiques. Et nous sommes à la CCFA, pour le coup, comme les entreprises... nous n'aimons pas l'absence de visibilité moyen et long terme pour préparer l'avenir.

Alors ce nouveau mandat doit être celui de l'engagement et de la responsabilité, à l'égard tant des entreprises françaises, adhérentes et qui renforcent leur présence et leur engagement à nos côtés en devenant des partenaires, qu'à l'égard des Chambres de Commerce arabes et des acteurs institutionnels aux premiers rangs desquels nos Ambassadeurs arabes, les ministères français, Medef International, Business

Visitez le site
de la **Chambre**
de commerce
franco-arabe
www.ccf franco-arabe.org

CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE



France, la CPME, CCI France, avec lesquels notre relation est empreinte de confiance et d'écoute. Ce nouveau mandat doit donc être un mandat de devoirs à l'égard de tous.

Il doit aussi être un mandat de la transformation de la CCFA.

D'abord, autour du renforcement de la coopération avec les autres acteurs de la relation entre la France et le monde arabe.

Je l'ai souvent appelée de mes vœux cette coopération ! Et les propositions de la CCFA lors du Forum France-pays arabes de décembre 2018 allaient bien dans ce sens ! Elles sont restées lettres mortes. Mais dans le contexte qui est le nôtre, honnêtement, pourquoi multiplier les initiatives éventuellement concurrentes ? La force de la synergie et de la collaboration n'est-elle pas au contraire le meilleur garant de l'efficacité pour les entreprises que nous servons ? Il ne s'agit pas de limiter telle ou telle initiative, mais bien de fédérer et de multiplier les impacts. Il faudra, dès cet automne, se remettre à l'ouvrage et chercher ainsi à renforcer nos partenariats tant avec les autres acteurs privés que les acteurs publics. J'espère cette fois être entendu.

Ce nouveau mandat doit être également celui du respect de nos rapports entre Français, et représentants des pays arabes, Ambassadeurs, Union des Chambres Arabes... mandat du respect et de la volonté d'être dans une démarche de compréhension afin que s'enrichisse encore cette relation franco arabe si spéciale dans laquelle la CCFA, avec son paritarisme unique dans le dispositif national, tient une place si particulière.

Ces deux valeurs de respect et de volonté sont déterminantes pour pouvoir engager la CCFA sur le chemin de l'avenir, en décidant de comment mieux nous développer. Cela devra passer par un partage de responsabilités avec les membres des différentes instances, mais aussi encore plus d'écoute des membres, de leurs attentes, de leurs besoins.

Ce nouveau mandat enfin doit également être encore plus tourné

sur les métropoles et les villes qui ont tant à apporter à la dimension économique, mais aussi culturelle et humaine, de la relation entre la France et ses partenaires du monde arabe. Nous devons ainsi être force de proposition et force d'accompagnement. Nous devons, avec les membres de la CCFA, être capables de nous démultiplier.

Ce sont là quelques engagements et des objectifs pour les trois années à venir.

L'actualité nous en laissera-t-elle le temps ?

J'en suis certain. Il nous appartient de fixer nos priorités ! Et notre priorité ultime est bien de servir le développement économique de la France, de son commerce extérieur, des pays arabes membres de la CCFA, des entreprises.

Dans ce cadre, la récente visite d'Etat du Président des Emirats arabes unis à Paris, Cheikh Mohammed ben Zayed Al Nahyane, est une belle réussite. Je me souviens bien avoir été un peu sévère lors de son dernier passage en France, avant son étape londonienne. L'accent a bien été porté cette fois-ci en particulier sur le volet économique, sur la vision partenariale, le co-investissement et la préparation de l'avenir. La création du Club franco-émiratien des hommes d'affaires doit dans ce cadre jouer un rôle moteur par les personnalités qui le composent.

Et dans cette perspective, la CCFA, avec ses nouvelles orientations, est prête à servir de caisse de résonance, de force de propositions et d'accompagnement.

Vincent Reina
Président

Visitez le site
de la **Chambre**
de commerce
franco-arabe
www.ccfranco-arabe.org

| | | | | |
|------------------------------------|----------------------------|--|--------------------|----------------------|
| <p>Nos partenaires 2022</p> | <p><i>Stratégiques</i></p> | | <p><i>Gold</i></p> | <p><i>Silver</i></p> |
| | | | | |

Visite d'Etat du Président des Émirats arabes unis à Paris

Signature d'un partenariat stratégique sur la coopération énergétique, création d'un Conseil des affaires franco-émirati et une myriade de protocoles d'accord

Pour sa première visite officielle en dehors de la péninsule arabique, le Président des Émirats arabes unis, Cheikh Mohammed Ben Zayed, qui a succédé à son défunt demi-frère, Khalifa Ben Zayed Al Nahyane, au mois de mai dernier, a choisi la France. Cette visite de deux jours, entamée le 17 juillet, avait un calendrier bien chargé. Rencontre en tête à tête avec le Président français au palais de l'Élysée, discussions avec le Président du Sénat, Gérard Larcher, entretien avec la Première ministre Élisabeth Borne, puis avec la ministre des Affaires étrangères, Catherine Colonna, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire et le ministre des Armées, Sébastien Lecornu.



Multipliant les honneurs protocolaires à l'entrevue de son invité : escorte de la garde républicaine de l'Hôtel national des Invalides jusqu'à l'Élysée, insignes de grand-croix de l'ordre national de la Légion d'honneur et dîner dans le parc du château de Versailles autour d'une centaine d'invités notamment des membres du gouvernement, anciens présidents, hommes d'affaires et personnalités, le Président français a voulu souligner la proximité qu'il entretient avec son homologue émirati et l'excellence des relations entre la France et les Émirats.

Plusieurs rencontres en tête à tête ont permis aux deux Présidents de passer en revue les dossiers les plus brûlants. Au chapitre politique, les deux hommes ont discuté de leur partenariat en matière de sécurité et de défense, échangé sur la situation en Libye et abordé les négociations sur le nucléaire iranien et les conséquences de la guerre en Ukraine notamment sur la sécurité alimentaire dans certains pays en Afrique et au Moyen-Orient. Une occasion pour les deux chefs d'État de confronter leurs analyses et de confirmer la convergence de leurs points de vue sur l'essentiel de ces sujets.

Au chapitre économique, même si les annonces sont moins spectaculaires que lors de la visite du Président Macron aux Émirats en décembre 2021, plusieurs accords sont venus élargir la coopération entre les deux pays. Dans le secteur de l'énergie, les deux parties ont signé un accord bilatéral garantissant à la France la fourniture en hydrocarbures (diesel) pour répondre à ses besoins en termes de sécurité énergétique.

Par ailleurs un partenariat énergétique global a été établi pour identifier les projets d'investissements communs en France et aux E.A.U. dans les domaines de l'hydrogène, des énergies renouvelables ou du nucléaire. « Cet accord permettra, dans le contexte énergétique actuel incertain, de créer un cadre stable de long terme pour cette coopération, d'ouvrir la voie à de nouveaux

contrats industriels et d'identifier de futurs projets d'investissements communs », avec « la possibilité de créer un fonds bilatéral sur le financement de projets verts ». A cet effet, un Conseil des affaires franco-émirati a été créé, présidé par le PDG de TotalEnergies, Patrick Pouyanné et par le sultan al-Jaber, le patron de l'Adnoc, la compagnie pétrolière émiratie.

D'autres protocoles d'accords ont été également signés notamment une lettre d'intention accordant aux membres de la famille des employés des missions diplomatiques et du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale l'autorisation d'exercer une activité commerciale, une déclaration conjointe sur la coopération entre les E.A.U. et la France dans le domaine de l'enseignement supérieur, un protocole d'accord entre le ministère de l'Industrie et des Technologies avancées et le groupe Afnor pour une coopération dans le domaine de la normalisation, un protocole d'accord entre le bureau de l'envoyé spécial des E.A.U. pour le changement climatique et le gouvernement français dans le domaine de l'action climatique, une feuille de route pour la coopération entre le Tawazun Economic Council des Émirats arabes unis et la Direction générale de l'armement du ministère français de la Défense, un protocole d'accord entre le Centre spatial Mohammed Bin Rashid et le Centre national d'études spatiales pour la coopération dans l'exploration lunaire, une lettre d'intention sur les activités d'observation de la terre et de vols spatiaux habités entre le MBRSC et le CNES, un protocole d'accord de coopération entre l'Institut Pasteur et le Centre de santé publique d'Abu Dhabi (ADPHC), un contrat fondateur de NT Energies entre Technip et la National Petroleum Construction Company (NPCC).

Djibouti, phare de la mer Rouge

Entretien avec Son Excellence, Mr. Ayeid Mousseid Yahya Ambassadeur de Djibouti en France, Doyen des Ambassadeurs Arabes en France

« Qui possède la mer Rouge possède le monde », écrivait Gabriel Hanotaux, historien et homme politique français du siècle dernier. Djibouti se présente comme le « phare de la mer Rouge ». Avec ses côtes qui s'étendent sur 314 kilomètres, Djibouti contrôle l'une des principales voies maritimes mondiales où circulent 20 % des échanges maritimes mondiaux.

Mettant à profit sa position géostratégique, Djibouti accueille sur son sol des bases militaires françaises, américaines, japonaises, chinoises ainsi que d'autres forces étrangères pour soutenir la lutte mondiale contre la piraterie.

Étape importante sur les Routes de la Soie, porte d'entrée vers les pays d'Afrique de l'Est et seul débouché maritime pour l'Éthiopie, Djibouti a misé aussi sur sa position géoéconomique stratégique en multipliant les investissements pour moderniser le pays, le doter des infrastructures les plus modernes, transformer son économie pour placer le pays sur la voie d'un développement durable et inclusif.

Avec l'adoption en 2015 d'un plan de développement ambitieux, « Vision 2035 », le « phare de la mer Rouge » promet à ses citoyens un avenir meilleur en relevant tous les défis de ce millénaire.

Son Excellence, l'Ambassadeur de Djibouti en France, Mr. Ayeid Mousseid Yahya, a pris le temps de nous expliquer la stratégie de développement de son pays, le chemin parcouru depuis l'adoption de la « Vision 2035 », l'état des relations entre son pays et la France et les opportunités pour les entreprises françaises sur un marché ouvert sur plus de 400 millions de consommateurs.



« Savoir où l'on veut aller, c'est très bien. Il faut encore montrer qu'on y va », a écrit le Président Omar Guelleh en présentant le plan de développement « Djibouti Vision 2035 ». Presque dix ans après le lancement de cette stratégie, les investissements réalisés dans le cadre de cette Vision ont-ils placé l'économie du pays sur la voie d'une croissance durable et inclusive ?

Le Président a d'abord dit : « il faut savoir d'où l'on vient ». Lors de son accession à l'indépendance, Djibouti était un « rocher nu ». En 45 ans, nous sommes parvenus à faire de ce « rocher nu » quelque chose qui retentit en dehors des frontières de la République de Djibouti. Savoir ce qui a été accompli durant les vingt dernières années, depuis l'accession au pouvoir du Président Omar Guelleh en 1999 ? La réponse est simple : Djibouti a changé de physionomie. Tout d'abord au niveau de la ville elle-même, structurellement, la ville s'est métamorphosée, avec ses nouveaux bâtiments et immeubles. Ensuite sur le plan des infrastructures, nous avons développé nos ports, nous en sommes à sept aujourd'hui. Nous avons aussi transformé l'ancienne ligne de chemin de fer qui relie Addis-Abeba à Djibouti. Elle est aujourd'hui en deux lignes et électrique, la première en

son genre en Afrique. Par ailleurs, pour répondre à la demande croissante de la population, nous sommes partis chercher l'eau de mer. Nous sommes d'ailleurs parmi les rares pays en Afrique subsaharienne qui font de la désalinisation de l'eau. En ce qui concerne l'énergie, nous souffrions dans les années 1990 de délestages fréquents. Nous avons établi des interconnexions avec l'Éthiopie, ensuite avec une société espagnole nous avons construit une ferme éolienne au Goubet. Par ailleurs nous travaillons avec les industriels français pour produire de l'énergie solaire : deux champs vont être construits dans le nord du pays. Et enfin, nous développons l'énergie géothermique et nous pensons produire dans les années qui viennent les premiers kilowatts comme l'ont fait le Kenya et l'Éthiopie. Voilà des exemples qui montrent que nous sommes sur la bonne voie.

Ensuite vous me demandez si cela a été inclusif. Vous savez, la croissance, cela prend du temps. A l'indépendance, Djibouti comptait entre 450 à 500 000 habitants. Aujourd'hui nous sommes un million. Nous avions à l'époque un seul lycée, nous en avons une quarantaine aujourd'hui. Nous avions quelques médecins, nous en avons des milliers aujourd'hui et autant d'universitaires. Tout cela n'est pas gratuit. C'est le fruit de la



croissance et de la redistribution juste de la richesse créée pour répondre aux aspirations des Djiboutiens notamment dans les secteurs de l'enseignement, de la santé ou du logement et des filets sociaux. Voilà les fruits de cette croissance qui frôlait souvent les 7 % durant ces dix dernières années et qui est aujourd'hui de l'ordre de 3,5 %, en raison notamment des perturbations qui secouent le monde.

Dans le cadre de la « Vision 2035 », Djibouti a beaucoup investi pour moderniser le pays et le doter des infrastructures les plus modernes. Mais qu'en est-il alors des autres secteurs traditionnels de l'économie comme la pêche, le tourisme et l'agriculture ?

Djibouti est un pays touristique avec des sites incroyables. Mais ce petit pays craint le tourisme de masse et cherche à développer ses infrastructures touristiques tout en respectant et protégeant la nature. Dans la catégorie des hôtels haut de gamme, nous avons un seul hôtel : le Sheraton. Aujourd'hui il y a pléthore, du Palace Kempinski, aux hôtels 3 Etoiles. Bientôt, le groupe Accor ouvrira deux nouveaux hôtels dans la même catégorie. Par ailleurs, nous avons également plusieurs hôtels de bon standing. Nous travaillons à développer un tourisme respectueux de la nature et de l'environnement et nous refusons le tourisme de masse.

Pour l'agriculture, notre grand souci était la disponibilité de l'eau. Maintenant que nous avons trouvé le moyen de subvenir à nos besoins, ce secteur se développe. Nous avons d'ailleurs une agriculture maraîchère qui s'améliore d'année en année et où le rôle de la femme est prépondérant. Elle pourra bientôt satisfaire près de 50 % de la demande locale. En ce qui concerne la pêche, comme vous le savez, la côte de Djibouti n'est pas si longue, elle ne fait que 314 kilomètres. Nous préférons conserver et développer la pêche traditionnelle plutôt que la pêche industrielle car nous voulons préserver nos fonds marins. Dans cette optique, les autorités accordent des aides et des garanties aux pêcheurs notamment pour acquérir des barques, la glace, et subventionnons le prix du gasoil.

Imaginez qu'à partir de novembre et jusqu'en mars, vous pouvez nager avec les requins baleines ! Nous voulons sanctuariser cet endroit et nous voulons le préserver.

Au niveau du chômage, quelles sont les retombées des investissements réalisés dans le cadre de la « Vision 2035 » ?

Effectivement, nous avons « cette épine dans le pied ». Nous essayons de résorber ce problème, surtout le chômage des jeunes. Nous sommes un pays qui a acquis les réflexes de l'administration française, avec cette tendance à préférer aller vers le fonctionariat plutôt que vers le secteur privé ou prendre l'initiative de créer sa propre structure. Pour remédier à cette ten-

dance, nous avons pris un certain nombre de réformes pour pousser les jeunes vers plus de volontariat à travers notamment la mise en place du Fonds de garantie pour l'investissement. Le gouvernement a à cœur la question du chômage, mais il ne peut pas à lui seul résorber ce problème. Néanmoins, il reste attentif aux différents secteurs industriels qui se développent, notamment dans les zones franches, et veille à leur apporter son soutien afin qu'ils soient de véritables sources d'emplois

La « Vision 2035 » s'appuie notamment sur le secteur privé et les investissements étrangers. Quelles sont les mesures mises en œuvre pour que le secteur privé contribue à la croissance de Djibouti ?

A Djibouti, chaque grand groupe, comme Djibouti Télécom, Électricité de Djibouti ou les autres entités publiques, avait son propre Fonds qui lui permettait d'investir pour développer ses activités et améliorer ses performances. Aujourd'hui, nous avons un Fonds souverain qui regroupe tous les bénéficiaires. Il soutient la création d'entreprises et œuvre à la création d'emplois. Par ailleurs, nous avons un code des investissements très attractif. Il offre des facilités importantes pour les investisseurs étrangers, notamment exemptions d'impôts et taxes durant les cinq premières années en fonction de l'investissement initial. Tout cela a permis à des sociétés étrangères de différentes nationalités - turques, saoudiennes, chinoises et autres - de venir s'installer. Dans cette nouvelle dynamique, nous constatons, d'ailleurs, le retour de certaines entreprises françaises. Vous savez, les Français avaient perdu le goût de l'aventure et c'est bien dommage. Mais depuis l'arrivée du Président Emmanuel Macron, les choses changent. Mais il faut rester lucide car aujourd'hui, partout en Afrique, les pays européens sont concurrencés par des entreprises qui viennent d'ailleurs. Alors il faut être compétitif et ne pas raisonner en seules parts de marché, mais en termes d'investissements gagnants-gagnants et de long terme. Le marché de Djibouti, c'est une porte d'entrée vers d'autres pays de la Comesa, notamment l'Éthiopie, le sud-Soudan et autres. Les premières années peuvent être difficiles pour les industriels et les PME-PMI françaises, mais le retour sur investissement peut aussi se faire très rapidement.

Croyez-vous qu'il appartienne à la France de pousser ses entreprises à investir à Djibouti ou est-ce à Djibouti de les inciter à investir ?

Le Président de Djibouti, lors de ses déplacements et visites en France, a toujours invité les entreprises françaises à ne pas rater le train. La France et Djibouti ont une longue histoire en commun, partagent la même langue, et les entreprises françaises seront toujours les bienvenues à Djibouti. Mais malheureusement avec la perte de ce goût de l'aventure, nous ne pouvions pas faire grand-chose. Les entreprises italiennes, émiraties, turques et autres sont venues prendre la place laissée vide. La



nature a horreur du vide. Regardez, la Bred, la seule banque française installée à Djibouti, elle a bien trouvé sa place ! Elle a même un pied sur le marché éthiopien.

La Chine a investi massivement à Djibouti. Elle transforme souvent une part de ses investissements en prêts. Or selon le FMI, le service de la dette pourrait atteindre cette année 5 % du PIB de Djibouti. Pensez-vous que cela peut peser sur l'autonomie du pays ?

Deux investissements seulement ont nécessité des prêts chinois : le premier concerne la production de l'eau et le deuxième pour la construction de la ligne de chemin de fer Addis-Abeba-Djibouti. La ligne de chemin de fer est une activité économique qui génèrera des bénéfices. Donc elle remboursera elle-même les investissements qui ont été nécessaires à sa construction. L'autre investissement est fondamental puisqu'il s'agissait d'une denrée rare : l'eau. Depuis l'indépendance de Djibouti et jusqu'à aujourd'hui, nous luttons quotidiennement pour nous procurer cette denrée. Avec les investissements chinois, nous sommes allés chercher l'eau là où elle était, à 250 kilomètres, pour combattre la soif, pour le bétail, pour l'agriculture. La première retenue d'eau de pluie à Djibouti a été inaugurée il y a 4 ans. La présence française à Djibouti a duré 150 ans.

Donc les investissements chinois à Djibouti ne pèsent pas sur l'autonomie du pays ?

Est-ce que les investissements de la Chine ou de certains pays du Golfe en France font peur à la France ? Non. Les prêts chinois dans certains de nos projets ne sont jamais majoritaires. Ces prêts seront remboursés, comme nous l'avons fait d'ailleurs lorsque nous avons construit le port à conteneurs avec nos amis émiratis. Nous avons payé nos crédits et le port appartient depuis à Djibouti. Donnez-moi un seul pays qui se soit développé sans crédits. Pas même les États-Unis. Nous savons exactement ce qui est bon pour Djibouti, et nous ne ferons jamais ce qui peut un jour nuire à notre souveraineté nationale. Nous sommes certes africains, mais nous restons également cartésiens dans nos prises de décisions. Cette crainte suscitée « ça et là » est en réalité une pression entre les puissants et nous sommes les victimes.

« Paris devrait prendre conscience que l'intérêt de Djibouti n'est pas seulement d'ordre géostratégique. Il est aussi géoéconomique » commentait le Président Omar Guelleh dans un entretien à Jeune Afrique en novembre 2020. Comment évoluez-vous les relations entre la France et Djibouti aujourd'hui ?

Quel est le pays dans la Corne de l'Afrique qui a toujours été en

paix et n'a pas connu de guerre ? Djibouti. La géostratégie joue bien son rôle. La présence des forces armées à Djibouti rend le pays plus sûr. Mais il faut aussi penser à la place géoéconomique de Djibouti. La France doit se demander si elle n'a pas raté quelques choses à Djibouti et corriger le tir. Je vous l'accorde, depuis l'arrivée du Président Macron, les choses bougent. D'ailleurs, lors de sa visite à Djibouti il a pu constater par lui-même ce qu'est devenu le « rocher nu ». Djibouti a entrepris des réformes pour encourager et attirer les investissements étrangers et surtout les investisseurs français.

Notre Ambassade, ici à Paris, déploie toute son énergie dans ce sens. Elle est un membre actif de la Chambre de Commerce Franco Arabe dont la mission est de développer les échanges entre la France et les pays arabes, notamment Djibouti. Nous nous réunissons souvent avec les patronats. Nous recevons des délégations d'hommes d'affaires djiboutiens, et nous essayons de maintenir constamment une dynamique d'affaires. Aujourd'hui, nous sentons que les entreprises françaises sont à nouveau intéressées par Djibouti, mais il y a encore ce prisme de la France qui a perdu le goût de l'aventure et nous le regrettons. Les investissements français à Djibouti doivent être à la hauteur des ambitions des deux chefs d'État. Nous sommes optimistes, car nous sentons bien que les choses avancent. Il y a une nouvelle étude pour la construction d'un nouvel aéroport, le financement du projet sera réalisé avec un prêt concessionnel de la France. Voilà, un exemple qui montre que les choses bougent, mais encore faut-il pousser constamment pour que la volonté politique et la volonté économique se rejoignent.

La Chambre de Commerce Franco Arabe peut-elle jouer un rôle important dans la redynamisation des échanges entre la France et Djibouti ?

La Chambre de Commerce Franco Arabe a déjà joué par le passé ce rôle. La CCFA avait organisé un petit déjeuner-débat en l'honneur du Président de Djibouti lors de sa visite en France en 2012. Comme je l'ai dit, nous sommes, à commencer par moi-même, très actifs au sein de la CCFA. Il y a une entente parfaite entre notre Ambassade et la Chambre. Je souhaite ainsi que le Président Reina, qui a déjà reçu le Président de la Chambre de Commerce de Djibouti, puisse relancer l'initiative qui n'a pu se réaliser en raison de la Covid-19, pour accompagner un groupe de chefs d'entreprises à Djibouti. La CCFA peut être le catalyseur auprès des PME-PMI qui veulent s'implanter à Djibouti pour accéder au marché de Djibouti et au-delà à un marché régional de 400 millions de consommateurs. Voilà la niche où la CCFA peut jouer un rôle important et je l'encourage à aller dans ce sens.

FARM : l'initiative française pour la sécurité alimentaire des pays les plus vulnérables et les pays ANMO



Le Président français, Emmanuel Macron, a annoncé le 24 mars dernier en collaboration avec les partenaires de la France de l'Union européenne, des pays du G7 et de l'Union africaine, l'Initiative FARM : Food and Agriculture Resilience Mission. Une initiative qui vise à prévenir les effets désastreux de la guerre menée en Ukraine sur la sécurité alimentaire mondiale, notamment pour certains pays du continent africain et au Moyen-Orient, et à éviter que les produits agricoles ne deviennent une arme de guerre visant des objectifs géopolitiques.

L'alimentation constitue depuis la nuit des temps une condition essentielle de la vie des populations. Elle est le socle de la stabilité dans tous les pays. Se nourrir est un acte vital. Le « Printemps arabe » a démontré, il n'y a pas très longtemps encore, la force de ce constat qui traverse toutes les époques.

Se nourrir est certes un acte vital, mais comment assurer la sécurité alimentaire aux 8 milliards de personnes que nous sommes dans un contexte agricole sous tensions : ressources naturelles essentielles (eau, sols) très inégalement réparties, changement climatique qui s'intensifie, conflits armés. Par ailleurs, on ne produit pas de tout partout et souvent trop peu dans les pays où la croissance démographique butte sur des fragilités hydriques, climatiques ou politiques.

La guerre en Ukraine est venue exacerber toutes ces tensions. Elle a ajouté à son tour de nouveaux risques : inflation des prix des matières premières agricoles et des aliments, ruptures d'approvisionnement par l'amputation des capacités d'exportations ukrainiennes, augmentation des coûts de transformation et des intrants, sans oublier les recompositions en cours ou à venir sur le plan géoéconomique, financier et logistique.

La Russie et l'Ukraine sont deux superpuissances agricoles. A eux deux, ces greniers du monde assurent près de 25,4 % des exportations de blé (chiffre 2020). Elles sont par ailleurs, respectivement, les premiers et deuxièmes plus grands producteurs de graines de tournesol, totalisant plus de 80 % de la production mondiale.

Ce sont 750 millions de personnes qui vivent dans des pays qui réalisent entre 50 et 100 % de leurs achats de blé auprès de la Russie et de l'Ukraine. Quatorze pays africains sont particulièrement vulnérables, leurs niveaux d'endettement étant déjà parmi les plus élevés du continent et les productions locales étant pénalisées par la flambée du coût des engrais importés. Au Proche et Moyen-Orient, la dépendance de certains pays au blé russe ou ukrainien peut atteindre parfois les 100 % de leurs besoins. C'est notamment le cas pour la Syrie (près de 100 %), l'Égypte (80 %), la Libye (75 %) et le Liban (60 %). De fait, 50 % des exportations de blé ukrainien en 2020 ont été à destination du Moyen-Orient.

Avec l'appui des organisations internationales, notamment l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Programme ali-

mentaire mondial (PAM) et le Fonds international de développement agricole (FIDA), la France, à travers son initiative FARM propose d'apporter une réponse à ces nouveaux risques.

FARM s'articule autour de trois piliers : un pilier commercial, un pilier de solidarité et enfin un pilier pour développer la production dans les pays les plus concernés. Ces trois piliers se déclinent avec les partenaires régionaux afin de répondre au mieux aux besoins identifiés localement.

Le pilier commercial de cette initiative vise à apaiser les tensions sur les marchés agricoles. Il prévoit notamment un plan d'urgence de libération de stocks en cas de crise pour éviter toute situation de pénurie et modérer les hausses de prix. Par ailleurs, il préconise un engagement multilatéral à ne pas imposer de restrictions à l'export des matières premières agricoles et un suivi transparent des obstacles au commerce des produits agricoles et des prix sur les marchés.

Le deuxième pilier, celui de la solidarité, envisage de se préparer dès l'été 2022 aux premiers effets de la guerre en Ukraine, soit une baisse potentiellement durable des volumes exportés par ce pays et dont dépendent de nombreux pays d'Afrique et du Moyen-Orient ainsi que le PAM pour ses opérations. La France s'est déclarée prête à travailler de concert avec le PAM pour définir un mécanisme de solidarité qui pourrait jouer un rôle « tampon » en cas d'aggravation de la crise. Ce mécanisme permettrait au PAM et/ou aux pays les plus fragiles, de s'approvisionner à des prix inférieurs à ceux du marché.

Quant au troisième et dernier pilier, il prévoit de développer la production dans les pays les plus concernés. Le Fonds international de développement agricole (FIDA), fort de son expérience dans ce domaine, avance déjà des propositions pour accroître les investissements dans les systèmes de productions durables et résilients, pour engager un travail de fond sur les habitudes alimentaires en vue de réduire les dépendances aux exports, de renforcer l'intégration des marchés locaux et régionaux et enfin de lutter contre les pertes et le gaspillage alimentaires.

Dans une étude réalisée par la « Task Force Interministérielle France » mise en place à la demande de la Cellule diplomatique de l'Élysée pour mettre en perspective FARM, le groupe de travail souligne que l'audience de FARM ne saurait répondre à ces enjeux fondamentaux pour la sécurité du monde que si l'Union européenne affiche une réelle unité et s'affranchit des incohérences qui ont souvent accompagné les décisions des 27 États membres. Par ailleurs, il indique que FARM doit éviter de doubler ou d'obérer le développement d'autres initiatives déjà lancées par la France autour des problématiques agricoles et alimentaires. Enfin il suggère que la France et l'Europe mettent le développement agricole et la sécurité alimentaire durable en haut de leur agenda stratégique.

Entretien avec Son Excellence, Mr Hamed Elhouderi, Ambassadeur de Libye en France



En guerre depuis 2011, la Libye cherche à retrouver le chemin de la paix et de la stabilité. Éclaté sous la mainmise de multiples groupes armés, le pays est divisé avec deux gouvernements qui se disputent le pouvoir et s'accusent mutuellement de conduire le pays vers une impasse qui prolonge la souffrance de tout un peuple.

Pourtant tous les Libyens sont en attentes d'un accord. Ils veulent, tous, le départ des combattants étrangers, la fin des divisions, un gouvernement légitime qui contrôle l'intégralité du territoire national et des élections libres. Cet espoir semble à portée de mains : la Secrétaire générale adjointe des Nations unies soutenait à la fin du mois de mai dernier que les deux parties étaient proches d'un consensus et le Conseil présidentiel libyen a annoncé, au début de ce mois de juillet, un plan de sortie de crise en vue d'assurer la tenue des élections le plus tôt possible.

Certes, la Libye vit aujourd'hui des moments difficiles, mais elle est loin d'être dans un chaos généralisé. L'économie a connu une croissance vertigineuse en 2021 et devrait poursuivre son cycle de croissance cette année et l'année prochaine. Les compagnies pétrolières étrangères notamment, ENI et Total, se lancent dans de nouveaux projets de forage et d'énergie solaire et des investissements étrangers sont annoncés pour aider à la construction de la ville de Benghazi dans l'Est du pays et dans la ville de Misrata à l'Ouest où une grande zone franche a été récemment inaugurée. Par ailleurs, les investissements publics, jusque-là timides, se développent doucement mais sûrement en vue d'offrir de meilleures perspectives pour une société libyenne inclusive.

Son Excellence l'Ambassadeur de Libye en France, Mr Hamed Elhouderi, a évoqué lors d'un entretien qu'il

nous a accordé, les priorités de la Libye pour retrouver le chemin de la stabilité, du développement et de la croissance, les opportunités d'investissements pour les entreprises françaises et les initiatives de son Ambassade pour aider les entreprises françaises qui veulent reprendre le chemin de son pays.

M. l'Ambassadeur, le Conseil de sécurité de l'ONU a exprimé dernièrement ses inquiétudes après les affrontements récents survenus à Tripoli qui fragilisent l'accord de cessez-le-feu d'octobre 2020. Quelle est la situation actuelle en Libye sur le plan de la sécurité ?

La situation actuelle en Libye est essentiellement due aux interventions étrangères. Les Libyens veulent le retour de la paix et la stabilité. C'est la volonté de tous les Libyens. D'ailleurs, cela s'est traduit par leur inscription massive sur les listes électorales pour participer aux élections prévues initialement en décembre 2021 pour donner au pays un nouveau départ. Malheureusement ces élections n'ont pas pu se tenir à la date prévue, mais nous gardons l'espoir de trouver bientôt un consensus qui permettra aux Libyens de décider par eux-mêmes de leur destin. Les Libyens ont besoin de vivre en paix et de se sentir chez eux et en toute sécurité. Malheureusement, d'autres ont intérêt à ce que la situation ne change pas dans le pays. Comme vous le savez, la position géographique de la Libye lui confère le rôle d'un carrefour dont la stabilité reste un élément très important à la fois pour l'Europe et pour tous les pays du pourtour de la Méditerranée. C'est pourquoi certains ne veulent pas que la situation change. Ils ont leur propre dessein.

La France a toujours apporté son concours aux différentes initiatives pour rapprocher les parties au conflit. Elle a notamment invité les responsables libyens à Paris en 2018 et accueilli en novembre 2021 la Conférence des chefs d'État et

de gouvernement sur la Libye. Quel jugement portez-vous sur l'action de la France sur le dossier libyen ?

Le Président de la République, Monsieur Emmanuel Macron, a reconnu que des erreurs ont été commises en Libye. Voilà pourquoi il est, aujourd'hui, très engagé auprès des Libyens pour les aider à rétablir la stabilité dans leur pays. L'accord de Paris du mois de novembre 2021 constituait sans doute une avancée importante, sa mise en application aurait pu changer le cours des choses. Mais, malheureusement il n'a pas bénéficié du soutien nécessaire de certains.

De qui par exemple ?

Beaucoup de pays, notamment des pays européens, veulent s'attribuer une part de la réussite dans le dossier libyen. Pour cette raison, ils n'ont pas soutenu l'accord de Paris. Mais malgré cela, nous continuons à dire que la France a un rôle très important à jouer dans le dossier libyen, pour plusieurs raisons concrètes : la Libye est un pays de la Méditerranée, elle a des relations fortes avec tous les pays qui l'entourent et enfin parce que la France a un devoir moral face à ce pays. La France doit aider la Libye à retrouver sa stabilité, son unité et son intégrité.

La nécessité de rechercher de nouvelles sources d'approvisionnement de pétrole, notamment pour certains pays européens, peut-elle accélérer le calendrier du dossier libyen ?

Certainement. La position géographique de la Libye lui permet d'approvisionner facilement l'Europe en hydrocarbures. Si la Libye retrouve rapidement sa stabilité, l'Europe comme beaucoup d'autres pays dans le monde, pourront bénéficier du pétrole libyen. Par ailleurs, la Libye, elle aussi, pourra profiter des revenus de son pétrole pour se moderniser, se développer, et offrir des opportunités d'investissements à beaucoup d'entreprises étrangères. Mais, pour cela il faut d'abord aider les Libyens à retrouver la stabilité de leur pays, le plus rapidement possible, sans ingérence dans leurs affaires internes. Ce qui, malheureusement aujourd'hui, n'est pas le cas.

L'économie libyenne reste fortement dépendante des hydrocarbures. Après une année 2020, marquée par la crise sanitaire, la chute des prix de pétrole et le blocus de certains terminaux, l'année 2021 a été marquée par un fort rebond de l'activité faisant passer le résultat du compte courant d'un déficit de 2,35 milliards de dollars en 2020 à un excédent de 5,25 milliards en 2021. M. L'Ambassadeur, quelles sont les perspectives de l'économie libyenne ?

L'économie libyenne, malgré les différents chocs auxquels elle a dû faire face, a effectivement fortement progressé en 2021. La hausse des prix du brut a permis à la Libye d'augmenter ses réserves en devises et investir davantage en vue d'offrir de meilleures perspectives à la population. Les perspectives pour les années à venir sont « au vert » puisque la Libye a les moyens de soutenir son économie et son développement ! En effet, le pays détient des réserves importantes de pétrole dont l'exploitation s'impose aujourd'hui plus que jamais car l'Europe se



tourne vers les pays africains pour s'approvisionner. Par ailleurs, la Libye détient aussi des avoirs gelés par le Conseil de sécurité et peut exiger que ces avoirs soient débloqués. Tout cela pour dire que les perspectives de l'économie libyenne sont prometteuses car le pays regorge de ressources inexploitées et dispose d'assez de réserves pour soutenir sa croissance. Le retour de la stabilité ouvrira des horizons nouveaux pour une économie prospère, dynamique et dont tout le monde pourra bénéficier.

Dans quels domaines se trouvent les besoins d'investissement libyens ?

Depuis dix ans rien n'a été fait ou entrepris en Libye. Je dirai même que beaucoup de ce qui avait été fait auparavant a été détruit. Donc vous imaginez bien que les besoins en investissements sont urgents et nécessaires dans presque tous les domaines. Les infrastructures sont un secteur très important. En premier lieu, les infrastructures routières pour ce pays, qui fait deux fois et demie la superficie de la France, importantes d'abord pour la Libye elle-même, et pour les pays voisins. Ensuite, les secteurs de l'électricité, du transport, de la santé, de l'énergie sont aussi fondamentaux pour moderniser le pays et améliorer le niveau de vie de la population. Le secteur de l'eau appelle aussi une intervention urgente pour répondre aux besoins de l'agriculture. La guerre en Ukraine qui a provoqué la pénurie de certaines denrées, nous pousse ainsi à développer notre autosuffisance ou du moins à diminuer notre dépendance vis-à-vis des importations.

Vous dites souvent que la Libye traverse un moment difficile mais qu'elle n'est pas dans le chaos. Alors comment inciter les entreprises françaises à reprendre le chemin de la Libye ?

Je me souviens d'un entretien avec le Président Pompidou. Je lui avais demandé d'inciter les entreprises françaises à investir en Libye, puisque déjà à cette époque elles hésitaient. Sa réponse avait été claire : « les entreprises sont privées. Elles font ce qu'elles veulent ». Alors, moi je dis qu'il appartient aux entreprises françaises de prendre l'initiative et d'avoir cette volonté ferme et forte, comme leurs homologues italiennes, allemandes, chinoises ou coréennes et de prospecter le marché libyen. Nous souhaitons leur présence dans notre pays, mais il leur appartient d'avoir la volonté d'y aller. Il est vrai que les conditions de sécurité ne sont pas optimales, mais dans la vie même, il y a toujours un risque. Dans les affaires, il y a toujours un risque. Le risque est inhérent à la vie et aux affaires ! Personne ne peut être certain à 100 % que son investissement sera à coup sûr rentable.

**Visitez le site
de la Chambre
de commerce
franco-arabe
www.ccf Franco-Arabe.org**

Mais je crois sincèrement que les entreprises françaises trouveront en Libye des opportunités très importantes pour leur croissance et leur développement. Dans tous les domaines.

Vous pensez ainsi que les conditions sont aujourd'hui favorables ?

Tout ce que l'on rapporte, notamment sur les conditions de sécurité, ne facilite pas nécessairement les choses, je vous l'accorde. Mais il faut être lucide et savoir que ce l'on raconte n'est pas toujours vrai, et aller sur place pour s'apercevoir que ce l'on raconte est souvent exagéré. Il y a des fauteurs de troubles, mais cela reste limité et circonscrit. Les Libyens veulent vivre en paix. Ils veulent que leur pays se développe et savent que leur pays dispose des moyens de se développer. Alors, il faut aider les Libyens à s'entendre et non pas à se diviser. Les entreprises pourront à nouveau revenir en Libye et se sentir à l'aise pour y investir.

Quelles sont les actions que votre Ambassade mène pour encourager les investisseurs français ?

Pour développer un échange, il faut une volonté réelle de part et d'autre et des facilités réciproques. Nous à l'Ambassade, nous aidons toute personne qui veut investir en Libye en facilitant l'octroi de visa, en mettant à disposition d'importantes sources d'informations, en donnant des contacts. Cela dit, je constate aussi malheureusement que les hommes d'affaires libyens ne bénéficient pas toujours des mêmes facilités réciproques. Pour les visas par exemple. Pour créer des liens, il faut d'abord faciliter la mobilité des acteurs économiques afin de pouvoir intensifier les échanges et la coopération, dans tous les domaines.

Qui sont les concurrents des entreprises françaises en Libye ?

Vous savez, les nations asiatiques avancent sans trop parler. Les entreprises asiatiques proposent des offres complètes, sans poser aucune condition. Malheureusement, ce n'est pas souvent le cas pour les entreprises européennes, qui dès le départ veulent imposer leurs conditions. Je me souviens, lorsque nous voulions réaliser le chantier du fleuve artificiel, j'étais Ambassadeur ici en France, nous voulions à tout prix la participation de groupes français dans ce projet. Mais l'offre coréenne était tellement plus avantageuse ! Par ailleurs, permettez-moi de relever ici, que les entreprises françaises n'ont plus l'esprit aventurier. Elles veulent aller là où elles ont l'assurance de trouver tous les avantages. Cela n'est plus possible aujourd'hui. Les affaires sont les affaires et nous vivons dans un monde changeant où la concurrence est rude. Il faut s'adapter à tout cela pour réussir.

Ne croyez-vous pas qu'il y a aussi un déficit d'informations sur le potentiel économique de la Libye ?

Certainement. Mais il faut admettre que la Libye n'est pas toujours dans le viseur de la France. On ne parle de la Libye que pour évoquer des sujets comme l'immigration ou l'insécurité. Je veux que l'on parle aussi du potentiel de la Libye, de ce lieu millénaire qui regorge de richesses culturelles et de ce que la Libye peut apporter aux autres.

Mais ce n'est pas aussi à la Libye de faire sa propre promotion ?

Certainement, mais il faut porter à la Libye l'intérêt qui est le sien. Et croyez-moi, les Libyens aiment la France. Ils ont une sympathie naturelle pour la langue française. Cela doit normalement faciliter les échanges et le rapprochement entre les deux peuples et les deux pays. La Libye peut également être un maillon fort, et très important, pour tous ses pays voisins qui présentent aussi un intérêt majeur pour la France.



Quelles sont les prochaines grandes manifestations en Libye ?

Les manifestations économiques n'ont jamais cessé en Libye. Nos amis français doivent le savoir, encore faut-il que l'Ambassade de France soit ouverte à Tripoli. Officiellement l'ouverture de l'Ambassade a été annoncée l'année dernière. Mais la présence d'une Ambassade ne se limite pas aux bâtiments, mais à ses activités et à la dynamique qu'elle peut créer. Pour développer les échanges il faut que les acteurs se sentent motivés, aidés, soutenus et informés et leurs déplacements facilités. Voilà les aspects importants qui motivent les échanges.

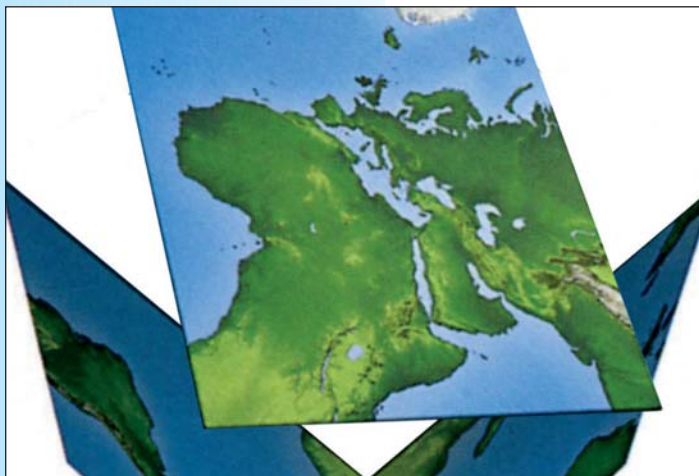
Qu'en est-il du champ de coopération culturelle entre la France et la Libye ?

Dans le domaine culturel, la coopération entre nos deux pays est excellente. Nous avons signé un accord l'année dernière qui prévoyait la promotion de la langue française dans les écoles. Mais pour de multiples raisons cela n'a pas pu encore se concrétiser. Nous avons aussi une Commission franco-libyenne qui n'a jamais arrêté son travail en Libye pour les fouilles archéologiques. Nous avons tenu une réunion, il y a encore quelques jours, pour regarder comment mieux lutter contre le trafic de pièces archéologiques et nous avons d'ailleurs lors de cette réunion demandé la restitution de certaines œuvres dérobées par des trafiquants. Cette mission archéologique est particulièrement importante. Sa mission ne s'est jamais arrêtée depuis les années 1960.

Comment la CCFA peut-elle agir et vous aider dans le rapprochement des intérêts français et libyens ?

Je suis heureux que le Président Reina ait été réélu. La CCFA joue un rôle très important. Nous, les Libyens, nous avons toujours été au côté de cette Chambre en complément de la Chambre de commerce franco-libyenne. La CCFA peut inciter les sociétés à mieux comprendre ce qui se passe dans chaque pays. Il faut encourager le dialogue et l'échange car c'est un élément déterminant pour connaître les besoins et les opportunités. La CCFA est un maillon important dans les relations franco-arabes. Le Président de la CCFA, avec son expérience, entame un nouveau mandat qui peut être riche de beaucoup de succès. Il faut soutenir la CCFA pour que la Libye soit un des succès à venir de la CCFA.

Banque mondiale : perspectives de croissance dans les pays MENA



Dans ces conditions, la Banque mondiale anticipe pour les pays de cette région une croissance moyenne de 5,3 % en 2022, soit le rythme le plus rapide depuis une décennie. Toutefois cette prévision masque des situations très hétérogènes et une tendance à la baisse, avec un brusque ralentissement attendu en 2023 et 2024 dans toute la région. Le rebond actuel est principalement imputable à la forte croissance des pays exportateurs de pétrole, stimulée par la hausse de leurs recettes et à la régression généralisée des effets néfastes de la pandémie.

Les économies du CCG devraient croître de 5,9 % en 2022. En Arabie saoudite, la forte progression de la production pétrolière et la reprise vigoureuse du secteur non pétrolier devraient porter la croissance en 2022 à son niveau le plus élevé de la décennie, soit 7 %, avant de retomber à 3,8 % en 2023. Les Émirats arabes unis devraient aussi bénéficier à court terme de la hausse des cours du pétrole, tandis qu'à moyen terme, les réformes visant à renforcer les marchés financiers, à accroître la flexibilité du marché du travail et à accélérer l'innovation technologique soutiendront la croissance. Le PIB de l'Irak devrait croître de 8,8 % en 2022, grâce à un rebond du secteur pétrolier lié à l'élimination progressive des plafonds de production de l'OPEP+. En Égypte, l'activité plus forte que prévu au cours du premier semestre de l'exercice 2021/22. La croissance devrait ralentir pour atteindre 4,8 % sur l'exercice 2022/23. Au Maroc, la croissance devrait accusé un net ralentissement, à 1,1 % en 2022, les effets conjugués de la sécheresse et de la guerre en Ukraine l'emportant sur la timide reprise du secteur des services. De son côté, le Liban connaît une nouvelle année de déclin. Le PIB réel devrait se contracter pour la quatrième année consécutive, entraînant une baisse supplémentaire du PIB réel par habitant. Enfin, la croissance modeste de la Tunisie est loin de correspondre à son potentiel, compte tenu notamment du fort niveau de chômage.

La guerre entre la Russie et l'Ukraine est intervenue dans un contexte déjà difficile pour les pays MENA qui, depuis le début de cette année, peinent à rattraper les pertes de croissance et d'emplois provoquées par la COVID-19. Cependant, l'impact économique de cette guerre sur la région est inégal, puisqu'elle dégage un bénéfice net pour les exportateurs de pétrole en lien avec la hausse des prix du brut, et provoque un double choc pour les pays qui en importent, du fait de la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants.

Dans les pays exportateurs de pétrole, la hausse des cours du pétrole et de la production a contribué à consolider une reprise robuste malgré la hausse des prix des denrées alimentaires et du coût des emprunts. Du côté des pays importateurs de pétrole, le fragile rebond a été compromis par la hausse des prix de l'alimentation et de l'énergie, le renchérissement du crédit et l'affaiblissement de la demande extérieure.

Algérie : augmentation des échanges commerciaux franco-algériens au premier trimestre 2022

Selon les données des Douanes françaises, les échanges commerciaux franco-algériens progressent de 17 %, à 2,1 milliards d'euros au premier trimestre 2022 (T1 2022). La hausse s'explique largement par l'augmentation, en valeur, des achats français à Algérie, portant sur 1,3 milliards d'euros (+62% par rapport au T1 2021). Les importations françaises en provenance de l'Algérie restent composées à 88 % d'hydrocarbures. Au T1 2022, les achats français de pétrole algérien progressent de 46 %, s'élevant à 507 millions d'euros, et celles de gaz naturel augmentent de 168 %, à 482 millions d'euros. En revanche, les importations françaises de produits pétroliers raffinés algériens reculent de 21 % à 188 millions d'euros.

Les exportations françaises vers l'Algérie, pour leur part, reculent de 19 % par rapport au T1 2021, et atteignent 807 millions d'euros. Les principaux postes d'exportations françaises vers l'Algérie sont en recul, dans le contexte de baisse du volume global des importations algériennes. C'est en particulier le cas des produits agricoles (-58 % à 87 millions d'euros), équipements mécaniques (-26 % à 174 millions d'euros) et des matériels de transport (-9 % à 170 millions d'euros). En revanche, deux postes d'exportations se maintiennent ou progressent au T1 2022 : les ventes de produits chimiques (+64 %, à 45 millions d'euros) et de matières plastiques (+29 % à 31 millions d'euros). Ce déséquilibre des échanges au premier trimestre se

traduit mécaniquement par une dégradation du solde commercial de la France avec l'Algérie, qui passe d'un excédent de 156 millions d'euros au T1 2021, à un déficit de 519 millions d'euros au T1 2022.

Sonatrach signe avec ENGIE un accord de livraison de gaz

La compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach et le groupe énergétique français ENGIE ont conclu au début de ce mois de juillet un accord qui prévoit la livraison de gaz naturel par Sonatrach à ENGIE via le gazoduc Medgaz. Lors de la signature de cet accord, les parties ont confirmé, en outre, leur « intention d'étendre leur partenariat sur le gaz naturel liquéfié (GNL) ». Par ailleurs, les deux parties se sont également engagées à travailler ensemble en vue de réduire leur empreinte carbone et d'évaluer de nouvelles opportunités, en particulier sur le développement de l'hydrogène



ARABIE SAOUDITE

Saudi Aramco vise à produire 12 GW d'énergie solaire et éolienne par an d'ici 2035. La Saudi Arabian Oil Company (Aramco) a publié son premier rapport sur le développement durable. D'ici 2035, Aramco vise à réduire de 15% l'intensité carbone de son secteur pour atteindre 8,7 kg d'équivalent CO2 par baril d'équivalent pétrole (CO2e/boe), contre 10,2 kg de CO2e/boe en 2018. La société a également pour objectif de réduire les émissions nettes de gaz à effet de serre (GES) dans l'ensemble de ses actifs exploités en propriété exclusive, à la fois dans ses segments amont et aval, de plus de 50 millions de tonnes métriques de CO2e par an d'ici 2035.

L'Arabie saoudite signe un contrat avec DP World pour créer le hub logistique portuaire le plus important du Moyen-Orient. La signature de ce contrat fait partie de la stratégie du Royaume pour se positionner en tant que leader sur le trafic et la logistique maritime. Dans le cadre de cet accord, DP World investira plus de 133 millions de dollars pour créer un parc logistique d'une superficie de plus de 205 000 mètres carrés. Il traitera 250 000 conteneurs EVP avec une surface d'entrepôt de plus de 100 000 mètres carrés.



BAHREÏN

L'activité économique du Royaume a crû de 5,5% en glissement annuel au T1 2022, soutenue par le secteur hors hydrocarbures (+7,8%). Les hôtels et restaurants ont enregistré la plus forte reprise (26,6%), fréquentés par les 1,9 million de visiteurs entrants dans le Royaume ce trimestre (+670%). Le secteur des hydrocarbures (16% du PIB) a quant à lui diminué de 4,7% en glissement annuel en raison des maintenances saisonnières dans le champ d'Abu Sa'afah. Après un rebond de 2,2% en 2021, le gouvernement anticipe désormais une croissance du PIB de 4,1% pour l'année 2022 sur la base d'un baril à 105 dollars.



KOWEÏT

La Banque centrale du Koweït (CBK) impose, à partir du 3 juillet, aux banques de lui fournir l'ensemble des données relatives aux transferts financiers à l'intérieur et à l'extérieur du Koweït, et aux dépôts en espèces dans les banques locales supérieurs à 9 777 dollars. Cette décision s'inscrit dans le cadre du développement de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans l'émirat. Une cellule de renseignement financier dédiée à ce sujet a été créée en 2013 mais l'étendue de sa juridiction était assez limitée jusqu'à cette récente décision de la CBK.

La Kuwait Oil Company lancera un projet de gazoduc d'une longueur de 145 km dans le nord du Koweït d'ici la fin de l'année. Le gazoduc s'étendra des champs gaziers du nord jusqu'à la raffinerie d'Al Ahmadi, à des fins d'exportation. Ce projet a accusé des retards importants dus à la pandémie au cours du dernier trimestre 2021 et au début de l'année 2022. La KOC a attribué le projet en 2019 à la société pétrolière et gazière indienne Larsen & Toubro pour une valeur de 450 millions de dollars. Technip a joué le rôle de consultant en gestion de projet.

Premiers vols commerciaux réguliers vers Nice pour la Kuwait Airways. Depuis le 15 juin la compagnie aérienne koweïtienne assure deux vols par semaine vers Nice, une destination particulièrement prisée des Koweïtiens durant la période estivale. Nice est la première ville française en dehors de Paris à accueillir des vols directs depuis l'émirat. L'ouverture de cette ligne suit de peu celle de 17 nouveaux vols commerciaux par la compagnie aérienne à destination de villes touristiques appréciées des Koweïtiens, en Europe, au Maghreb et en Asie du Sud-Est.



OMAN

Les exportations de pétrole du Sultanat d'Oman ont progressé de 16,3% en glissement annuel sur les cinq premiers mois de l'année 2022, à 135,8 millions de barils, soit 1,04 million de barils par jour en moyenne, selon les données du Centre national pour les statistiques et l'information (NCSI). Le prix de vente moyen du baril omanais s'est élevé à 80 dollars sur la période (contre 54,8 dollars un an auparavant).



QATAR

Le Conseil des Ministres a approuvé une décision ouvrant la possibilité d'augmenter le niveau de participation d'investisseurs non-Qatariens dans le capital de certaines banques et entreprises cotées au Qatar Stock Exchange. Conformément à cette décision, un investisseur non-Qatarien pourrait détenir jusqu'à 100% du capital des entités : Qatar International Islamic Bank, Doha Bank, Medical Care Company, Qatar Gas Transport Company Limited (Nakilat), et Qatar Fuel Company (Woqod).

Qatar Airways affiche sur l'exercice 2021-2022 un bénéfice net de 1,5 milliard de dollars et un chiffre d'affaires record (14,7 milliards de dollars) en hausse de 78% par rapport au précédent exercice fiscal. La compagnie dégage une marge d'excédent brut d'exploitation de 34% (4,9 milliards de dollars). Côté fret, le chiffre d'affaires de Qatar Airways Cargo enregistre une croissance de 25% par rapport au précédent exercice (6,3 milliards de dollars). Le rapport indique enfin que Qatar Airways aurait actuellement 250 appareils en commande, d'une valeur de plus de 72 milliards de dollars.



EGYPTE

Un accord de coopération industrielle a été signé entre les Émirats arabes unis, l'Égypte et la Jordanie avec l'objectif global de favoriser les investissements industriels. 27 projets conjoints sont prévus dans le cadre de ce partenariat décliné en trois étapes : premièrement sur les problématiques liées à la sécurité alimentaire et l'industrie pharmaceutique, la seconde sur l'accroissement de la compétitivité de certaines industries nationales et la dernière sur les moyens de garantir une croissance de long terme dans les industries de taille moyenne.

L'Égypte va importer du gaz de Chypre pour le réexpédier sous forme de GNL vers l'Europe d'ici 2025. A cet effet l'Égypte prévoit la construction d'un gazoduc reliant le champ de gaz naturel Aphrodite de Chypre aux installations de liquéfaction égyptiennes d'Idku et de Damiette. Les travaux commenceront d'ici la fin de l'année pour être opérationnels d'ici 2025. Le champ gazier Aphrodite, dont la capacité est estimée à 4,5 milliards de pieds cubes, est détenu par les entreprises NewMed Energy, Chevron et Shell.

Les revenus générés par le canal de Suez ont atteint plus de 7 milliards de dollars sur l'exercice 2021/22 contre 5,84 milliards de dollars sur l'exercice précédent, soit une hausse de 20 %. La progression des revenus du canal de Suez est notamment due à l'augmentation de 15,7 % du transit et par un record historique du tonnage atteignant 1,32 milliard de tonnes en 2021/22 contre 1,19 milliard de tonnes en 2020/21.



MAROC

Renault group et Managem ont signé un accord portant sur l'approvisionnement du constructeur automobile en sulfate de cobalt, destiné à la production de batteries pour véhicules électriques. Le contrat porte sur la fourniture par le groupe minier marocain de 5.000 tonnes de sulfate de cobalt par an, sur une période de sept ans à partir de 2025. Cet accord s'inscrit dans la stratégie du Royaume de renforcer son positionnement dans les chaînes de valeur ainsi que le taux d'intégration locale dans l'industrie automobile.

Le port de Tanger Med a été classé en 6^{ème} position, sur 370 ports, dans la deuxième édition de l'indice mondial de performance des ports à conteneurs (CPPI) au titre de l'année 2021. Cet indice élaboré conjointement par la Banque mondiale et S&P Global Market Intelligence permet de comparer les performances des infrastructures portuaires dans le monde selon différents critères tels que le nombre d'heures qu'un navire passe en escale ou la durée des cycles de déchargement/chargement des navires.



JORDANIE

Selon le Gouverneur de la Banque Centrale de Jordanie (CBJ), Adel Sharkas, les investissements directs étrangers (IDE) en Jordanie ont enregistré une très forte hausse au cours du premier trimestre de 2022, atteignant 376,3 millions de dollars, contre 101,8 millions de dollars au premier trimestre de 2021, soit +270%, retrouvant des niveaux supérieurs à ceux d'avant la pandémie, 341,1 millions de dollars au T1 2020. Ces IDE constituent environ 47% des IDE attendus pour l'année entière de 2022 soit 798 millions de dollars.



LIBAN

Selon une note du Gouverneur de la Banque du Liban, Riad Salamé, les réserves d'or détenues par la BDL représenteraient environ 261 tonnes d'or dont 40% seraient conservés aux Etats-Unis (dans le camp militaire de fort Knox). Le gouverneur a indiqué également que la BDL n'aurait effectué aucune opération sur les actifs en or. Toutefois, ces chiffres ne se recouperaient pas avec les données disponibles sur les stocks d'or existants en janvier 2021 (286,8 tonnes, soit une différence de 25 tonnes environ).

Pour recevoir la Newsletter de la CCFA, veuillez remplir ce document et l'envoyer à l'adresse suivante :

Chambre de Commerce Franco-Arabe

250 bis boulevard Saint Germain 75007 Paris

ou contactez-nous : tél: 01 45 53 20 12 - mail: info@ccfranco-arabe.org

Mme M^{elle} M.

Société :

Prénom :

Nom :

Fonction :

Email :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Pays :



**One country, many regions,
the same commitment:
shaping a sustainable
environment now**

As a world leader in essential environmental services,
we are committed to preserving the fundamental elements
of our environment: water, soil, and air – that ensure our future.
SUEZ reaffirms this commitment each and every day, including during the health crisis.

